

Un appel de députés au Parlement européen

lundi 21 juin 2010

22 députés européens de neuf pays en charge de la régulation des banques et des marchés financiers ont lancé le 22 juin un appel transpartisan pour dénoncer l'asymétrie entre, d'un côté, le lobbying des acteurs financiers et, de l'autre, l'absence de contre-expertise indépendante en provenance de la société civile.

Parmi les députés européens français, il a été signé par Pascal Canfin (Europe Ecologie, vice-président de la commission spéciale sur la crise du Parlement européen), à l'origine de cette initiative, Jean-Paul Gauzès (UMP, coordinateur du Parti populaire européen pour les questions économiques et financières) et Pervenche Berès (groupe Socialistes & Démocrates, rapportrice de la commission spéciale sur la crise).

Sommaire de cet article

- [Appel](#)
- [Liste des premiers signataires membres du Parlement européen](#)

Appel

Nous, élus européens en charge de réglementer les marchés financiers et les banques, constatons tous les jours la pression exercée par l'industrie financière et bancaire pour influencer les lois qui la régissent. Il n'est pas anormal que ces entreprises fassent entendre leur point de vue et discutent régulièrement avec les législateurs. Mais l'asymétrie entre la puissance de ce lobbying et l'absence de contre-expertise nous semble un danger pour la démocratie. Le lobbying des uns doit en effet être contrebalancé par celui des autres. En matière environnementale et de santé publique, en face des industriels, les organisations non gouvernementales (ONG) ont développé une véritable contre-expertise. Il en est de même en matière sociale entre les organisations patronales et syndicales. Cette confrontation permet aux élus d'entendre des arguments contradictoires. En matière financière, ce n'est pas le cas. Ni les syndicats de salariés, ni les ONG n'ont développé d'expertise capable de rivaliser avec celle des banques. Il n'existe donc pas aujourd'hui de contre-pouvoir suffisant dans la société civile. Cette absence ne nous empêche pas de développer notre propre expertise indépendante de l'industrie et de faire notre travail, mais cette asymétrie constitue à nos yeux un danger pour la démocratie.

Car cette asymétrie s'inscrit dans un contexte de forte proximité des élites politiques et financières. Aux Etats-Unis les liens entre Goldman Sachs et l'administration fédérale sont connus. Mais en Europe cette proximité n'est pas moindre. Elle contribue à renforcer la prise en compte des arguments de l'industrie financière de manière unilatérale et constitue un frein certain à la capacité du personnel politique à prendre des décisions en toute indépendance. Or, l'absence de réponse politique adéquate à la crise du système financier peut nourrir toute forme de populisme, basé davantage sur l'émotion que sur la raison.

En tant qu'élus européens en charge de la réglementation financière et bancaire nous appelons donc la société civile (ONGs, syndicats, universitaires, think-tanks...) à s'organiser pour créer une (ou plusieurs) organisation non gouvernementale capable(s) de développer une contre expertise sur les activités menées sur les marchés financiers par les principaux opérateurs (banques, compagnies d'assurances, hedge funds, etc...) et de faire connaître de manière efficace cette analyse aux médias. En tant qu'élus issus de plusieurs familles politiques nous pouvons diverger sur les mesures à prendre. Mais nous convergeons pour alerter l'opinion sur ce risque pour la qualité de la démocratie. En tant que parlementaires européens, nous invitons les élus des parlements nationaux à rejoindre notre appel en se rendant sur le site internet dédié www.finance-watch.org.

Liste des premiers signataires membres du Parlement européen :

Sophie Auconie (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Burkhard Balz (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Pervenche Berès (rapporteuse de la commission spéciale sur la crise financière économique et sociale, présidente de la commission de l'emploi & des affaires sociales), Udo Bullman (responsable pour le groupe Socialistes & Démocrates dans la commission des affaires économiques & monétaires), Leonardo Domenici (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Pascal Canfin (vice-président de la commission spéciale sur la crise financière économique et sociale), Sergio Gaetano Cofferati (membre de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale), Elisa Ferreira (membre de la commission des affaires économiques & monétaires, en charge de la gestion de la crise transfrontalière dans le secteur bancaire), Jean-Paul Gauzès (responsable pour le groupe du Parti Populaire Européen dans la commission des affaires économiques & monétaires, en charge de la directive sur les fonds spéculatifs), Sven Giegold (responsable pour le groupe des Verts-ALE dans la commission des affaires économiques & monétaires, en charge de la directive sur les autorités européennes des marchés financiers), Robert Goebbels (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Thomas Händel (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Charles Goerens (membre de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale), Eva Joly (présidente de la commission du développement, membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Jürgen Klute (responsable pour le groupe Gauche Unitaire Européenne dans la commission des affaires économiques & monétaires), Philippe Lamberts (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Arlene McCarthy (membre de la commission des affaires économiques & monétaires, en charge de la directive sur les fonds propres bancaires), Sirpa Pietikäinen (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Anni Podimata (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Miguel Portas (vice-président de la commission spéciale sur la crise financière économique et sociale), Peter Simon (membre de la commission des affaires économiques & monétaires), Dirk Sterckx (membre de la commission des affaires économiques & monétaires)